

PARTI SOCIALISTE ET MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE

Raymond ELISSONDE

Suppléant : Henri LACLAU

(Union de la Gauche socialiste et démocrate)

A la demande unanime de mes camarades, je représenterai le PARTI SOCIALISTE et le MOUVE-MENT DES RADICAUX DE GAUCHE aux Elections Législatives des 4 et 11 Mars 1973.

Avec la collaboration d'Henri LACLAU, Adjoint au Maire d'Oloron, qui est mon suppléant, et dont chacun a pu apprécier l'honnêteté et les qualités d'administrateur, nous nous proposons, si les Electrices et les Electeurs nous font confiance, de mettre tout en œuvre pour :

D'UNE PART, ASSURER LA MISE EN PRATIQUE DES DISPOSITIONS **DU PROGRAMME** COMMUN DE LA GAUCHE

D'AUTRE PART, LUTTER POUR QUE NOTRE DEPARTEMENT NE SOIT PLUS CONSIDERE COMME UNE REGION DE SECONDE ZONE DELIBEREMENT SACRIFIEE.

Pour l'essentiel:

- sauvegarde du complexe de Lacq; développement d'industries de transformation créatrices d'emplois;
- spécialisation, protection et défense des productions agricoles de notre région;
- relance de notre économie régionale par des efforts prospectifs, dans le cadre d'un aménagement juste et rationnel du territoire.

L'œuvre à entreprendre, bien qu'immense, est parfaitement réalisable dans des délais raisonnables, mais elle ne peut être que le fruit d'une action loyale, honnête et persévérante.

Si notre verdict nous est favorable, nous consacrerons à cette tâche le meilleur de nous-mêmes.

Avec notre confiance, nous vous proposons:

- de satisfaire les légitimes revendications des travailleurs des villes et des campagnes, en inscrivant dans les faits notre stratégie de rupture avec le pouvoir capitaliste ;
- d'améliorer la vie quotidienne des Françaises et des Français, en ouvrant la voie à un type nouveau de société où la Liberté ne sera pas un vain mot;
- d'assurer, aux commerçants et artisans, une plus juste fiscalité, et un système de prévoyance sociale et de retraite les mettant à égalité avec les salariés ;
- d'offrir aux jeunes un véritable avenir, les mêmes chances pour tous, et aux personnes âgées, une retraite convenable;
- de permettre aux femmes d'accéder à une vie meilleure et plus juste.

ELECTRICES, ELECTEURS, NE VOUS LAISSEZ PAS EGARER. LE CHOIX EST CLAIR ENTRE DEUX CAMPS: CELUI DES CANDIDATS CONSERVATEURS, L'UN U.D.R. ET L'AUTRE REFORMATEUR; ET CELUI DE LA GAUCHE ET DU PROGRAMME COMMUN.

POUR REELLEMENT CHANGER LA VIE, VOUS VOTEREZ POUR LES CANDIDATS DU PAR-TI SOCIALISTE ET DU MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE.

Vu, les Candidats

Raymond ELISSONDE

Professeur Membre du Bureau Fédéral du Parti Socialiste

Henri LACLAU

Adjoint au Maire d'Oloron Directeur de la Coopérative Basco-Béarnaise

DES POINTS ESSENTIELS DU PROGRAMME COMMUN:

I. - Vivre mieux

• S.M.I.C. à 1.000 F

14 1

- 6 40 heures sans diminution de salaire
- droit à la retraite avancé de 5 ans (égale à 75 % du salaire des 10 meilleures années)
- création d'Offices fonciers ruraux
- création d'un Office de la Viande, et d'un Office des fruits et Légumes
- plan général d'aide aux petits commerçants et artisans (régime de prévoyance sociale, allègement de la charge fiscale, simplification du système de la T.V.A.)
- relèvement des abattements à la base pour l'impôt sur le revenu.

II. - Contribuer à changer la vie

- loi-cadre sur l'enseignement (lutte contre les inégalités d'origine sociale)
- égalité des salaires féminins-masculins
- loi établissant le droit à la contraception, et à l'avortement sous contrôle médical
- gratuité des soins hospitaliers
- réforme de l'indemnisation viagère de départ pour les agriculteurs âgés
- efforts très grands pour les équipements collectifs, le cadre de vie ; construction de 1.000 crèches
- moyens pour lutter efficacement contre la pollution et les nuisances.

III. - Le pouvoir aux citoyens

- statut de l'O.R.T.F. réformé
- pour décoloniser la province : assemblée régionale élue, avec un éxécutif et une fiscalité propres
- remboursement, aux collectivités locales, de la T.V.A. payée sur leurs travaux d'équipements. Aide aux communes défavorisées.
- démocratisation du fonctionnement des collectivités locales et des assemblées départementales (suppression du contrôle à priori du préfet, remplacé par un contrôle de légalité à posteriori).

IV. - La démocratie économique

- nationalisation des banques, des grands groupes financiers et industriels (9 trusts et secteurs-clés: aéronautique, armement, industrie pharmaceutique etc...)
- extension des droits syndicaux, fin de la chasse aux syndicalistes dans les entreprises, contrôle des travailleurs sur les cadences, les conditions de travail, les licenciements
- e réforme de la législation et de l'Inspection du Travail
- suppression des exonérations fiscales abusives (avoir fiscal). Exonération des droits de succession directe audessous de 200.000 F par part
- autonomie de gestion des entreprises publiques.

V. - Un nouvel internationalisme

- démocratisation des institutions du Marché commun en faveur des travailleurs
- politique commune pour le développement des régions défavorisées, et pour les grands projets et les conversions industrielles
- o reconversion pacifique de la force de frappe.